



# Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/46/601  
25 octobre 1991  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session  
Point 104 de l'ordre du jour

## RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

### Question des engagements non réglés

#### Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport sur la question des engagements non réglés (A/46/404) que le Secrétaire général a établi en application de la résolution 45/235 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1990. Au cours de son examen du rapport, le Comité consultatif s'est entretenu avec des représentants du Secrétaire général.

2. En vérifiant les comptes de l'Organisation pour l'exercice biennal 1988-1989, les commissaires aux comptes ont constaté que les articles 4.3 et 4.4 du règlement financier n'avaient pas été intégralement appliqués pour certaines dépenses qui avaient été engagées au cours de l'exercice biennal précédent. En effet, certains engagements importants non réglés à la fin de l'exercice 1986-1987, qui n'avaient pu être liquidés pendant les 12 mois suivants, constituaient toujours des engagements valables au 31 décembre 1988. Ces engagements ont été reclassés dans les sommes à payer au lieu d'être annulés ou d'être imputés sur les crédits de l'exercice en cours comme le stipule l'article 4.4 du règlement financier.

3. Dans ses observations sur le rapport du Comité des commissaires aux comptes, le Comité consultatif avait indiqué qu'il existait "un moyen de résoudre le problème qui découl[ait] du nouveau processus budgétaire, à savoir que l'Administration présente à l'Assemblée générale une proposition d'amendement de l'article 4.4 du règlement financier".

4. Le Comité consultatif tient à rappeler que dans sa résolution 45/235, l'Assemblée générale a réaffirmé qu'il importe de respecter strictement le règlement financier et les règles de gestion financière en ce qui concerne les

engagements non réglés et a prié le Secrétaire général d'analyser, à la lumière de l'expérience acquise lors de l'application de la nouvelle procédure budgétaire et compte tenu des recommandations du Comité des commissaires aux comptes, les problèmes non encore réglés dans ce domaine et de lui présenter un rapport détaillé à ce sujet à sa quarante-sixième session.

5. Dans son rapport [A/46/404, par. 12 a)], le Secrétaire général a estimé qu'un moyen parmi d'autres de régler la situation serait, pour les projets d'un caractère pluriannuel expressément reconnu, d'inscrire les crédits ouverts à un compte distinct, ce qui permettrait de reporter les soldes inutilisés sur les exercices biennaux suivants jusqu'à l'achèvement des projets. Le Secrétaire général a également proposé que certains contrats qui ne peuvent être intégralement exécutés dans les 12 mois suivant la fin de l'exercice biennal auquel ils se rapportent soient portés à l'attention de l'Assemblée générale qui, à son tour, pourrait autoriser une dérogation à l'article 4.4 du règlement financier. Néanmoins, ni le rapport ni le complément d'informations fourni oralement par les représentants du Secrétaire général pendant l'examen du rapport par le Comité ne donnent suffisamment de précisions sur la raison pour laquelle il n'est pas possible de régler des engagements de dépenses valables dans les 12 mois qui suivent la fin de l'exercice auquel ils se rapportent. Tant qu'il ne disposera pas d'une analyse plus détaillée précisant pourquoi, malgré la planification préalable des coûts et de la durée escomptés, certains projets ne peuvent être achevés dans les délais prévus, le Comité consultatif, compte tenu de la résolution 45/235 de l'Assemblée générale, ne pourra appuyer les propositions formulées dans le rapport du Secrétaire général.

-----